

LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Steven Erlanger, correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *The New York Times*

Nabil, pour en revenir au conflit israélo-palestinien, avez-vous bon espoir que l'on sorte de cette situation ?

Nabil Fahmy, doyen émérite à l'Université américaine du Caire, ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte

Je pense que le choc nous a tous fait réaliser une nouvelle fois qu'effectivement, il faut consacrer du temps à cette question. En réalité il y a deux problèmes, mais ils sont liés : la crise de Gaza et l'après-Gaza, en d'autres termes, ce qui se passe depuis le 7 octobre 2023, et le conflit israélo-palestinien qui se poursuit depuis des décennies. Pour résoudre la situation à Gaza, le Hamas, en particulier, ne va pas accepter un échange complet des otages – ils procéderont peut-être à un échange partiel – et perdre tout le contrôle de la situation, pour ensuite être ciblés par les Israéliens où qu'ils aillent et où qu'ils n'aillent pas, comme il a été annoncé. Le Hamas va demander des mesures provisoires qui finiront par s'écrouler en raison de différends ou dans le cadre de la recherche d'aboutissement du conflit. Naturellement, les Israéliens ne vont pas accepter un cessez-le-feu ou un retrait total, sauf s'il y a échange complet des otages et une forme quelconque d'arrangement sécuritaire qui les rassure. Franchement, je me montre généreux ici en supposant qu'il n'y a rien d'autre derrière. Ce que j'essaie de dire, c'est que pour fournir ce qui est nécessaire aux deux parties en conflit, il faut que les communautés régionale et internationale soutiennent ce projet. Comme l'a mentionné Itamar, nous avons subi des pressions pour accueillir plus de Palestiniens, ce que nous avons rejeté pour des raisons politiques ; mais on nous a aussi franchement demandé d'aller à Gaza et de gérer le territoire, ce qui constitue une idée ridicule.

Steven Erlanger

Même le président Sadate n'a pas voulu le faire.

Nabil Fahmy

Non. L'idée que nous puissions être obligés de tirer sur des Palestiniens et des Israéliens n'a absolument aucun sens. Permettez-moi de résumer très rapidement mon approche. Je pense en fait que la crise actuelle et le conflit doivent être les « serre-livres » du même projet, et que le meilleur moyen d'accomplir cela, c'est d'intégrer le projet dans une résolution du Conseil de sécurité, presque identique à ce que les États-Unis ont proposé dans la résolution 2735,

je crois, quel que soit l'accord de cessez-le-feu en cours de négociation, complet ou provisoire. La raison pour laquelle je choisis cette résolution c'est qu'elle évoque un cessez-le-feu et un échange complet des otages, et mentionne ensuite une solution à deux États. J'ajouterais à cette résolution tout le contenu relatif à l'échange des otages, ainsi que la reconnaissance d'un État palestinien sous occupation. Par conséquent, les deux parties au conflit savent d'où elles partent et quel est l'objectif ultime. Le problème, c'est qu'aucune des parties – et là encore, je me montre très généreux – ne fait confiance à l'autre ; nous devons donc agir sur le terrain avec une vision d'avenir, mais en donnant de sérieux moyens pour concrétiser cette vision. Je ne pense pas que cela puisse être fait rapidement dans la présente situation, premièrement parce que le gouvernement israélien actuel ne croit pas à une solution à deux États, et qu'il a fait tout son possible pour repousser les Palestiniens encore plus loin. Deuxièmement, parce que les Palestiniens sont tellement divisés qu'ils affaiblissent leurs propres positions de négociation. Je terminerai en disant que pour toutes ces raisons, en codifiant le but à atteindre – la recherche de deux États – et les mesures prises concernant la crise de Gaza, et en les liant au résultat final, nous donnons à la confiance le temps nécessaire pour se développer. Est-ce facile, et suis-je optimiste ? Pour des raisons religieuses, je ne parie pas, mais ce serait une bonne raison de ne pas parier.

Steven Erlanger

Exactement. J'ai également du mal à imaginer qu'après le 7 octobre, Israël accepte d'abandonner le contrôle de la sécurité à Gaza, quelles que soient les circonstances, certainement le long des frontières. Nous verrons. Je souhaitais parler de la Cisjordanie. J'y ai passé beaucoup de temps depuis la crise du 7 octobre, près de Jénine et de Tulkarem.

Nabil Fahmy

C'est ce que je voulais dire par deux États, parce que pour moi ce n'est pas Gaza, c'est Gaza et la Cisjordanie.